

Encore un CTM pour rien, obligeons-les à nous entendre !

Les réformes entreprises successivement ont sapé les moyens humains et matériels des ministères de Bercy. Les agents des ministères sont systématiquement sacrifiés : suppressions d'emplois, gel des salaires, non reconnaissance des qualifications...

Avec Action Publique 2022, d'après ce que nous apprenons par voie de presse, des attaques frontales sans précédent vont s'abattre sur les ministères de Bercy ayant pour conséquences des abandons et externalisations de missions et de nouveaux reculs extrêmement importants des droits des personnels.

Et c'est bien de ces enjeux que la CGT veut discuter avec l'administration et les ministres. Nous voulons pouvoir développer notre conception du service public. Pour nous, cela passe par le renforcement du périmètre de nos missions en fonction des besoins de la société et par des droits nouveaux pour les personnels afin d'améliorer leurs conditions de travail.

Nous pensons que la très forte mobilisation du 22 mars dernier dans les ministères de Bercy, où les taux de grève sont 4 fois supérieurs à ceux de l'ensemble de la Fonction publique doit alerter les ministres. Ils démontrent l'urgence d'ouvrir de véritables négociations sur l'ensemble des préoccupations des agents.

Pourtant, nous constatons le refus du ministère de négocier sur nos propositions ainsi que sur les projets gouvernementaux qui se préparent en ce moment. De plus, les textes présentés aujourd'hui en CTM montrent de nouveaux reculs pour les agents.

Par exemple, 2 projets de décrets remettent en cause la promotion interne, le recrutement, la formation initiale et les premières affectations des agents Finances publiques.

La CGT a demandé le retrait des ces 2 textes introduisant des régressions totalement inacceptables.

La CGT formule des propositions pour une carrière linéaire, une scolarité de qualité, non discriminante et permettant l'exercice des missions multiples et évolutives que l'on nous demande au cours de notre carrière.

Le ministère nous présentait aussi, un nouveau mode d'évaluation des cadres, dit « 360° », méthode pourtant reconnue comme pathogène.

Devant ces nouvelles atteintes aux droits des salariés et à leurs conditions de travail et en l'absence de toute possibilité de négociation la CGT et Solidaires ont quitté le CTM.

Aucune marge de manœuvre ne nous est offerte, c'est inacceptable.

Il est maintenant indispensable de se rassembler pour défendre nos emplois et en gagner de nouveaux pour assurer les missions dans de bonnes conditions. Pour défendre nos droits et garanties et en gagner de nouveaux pour la qualité du service public rendu et pour nos conditions de travail et de vie.

La CGT a des propositions : plan pluriannuel de recrutement à hauteur des besoins, baisse du temps de travail, augmentation des rémunérations (en urgence par une revalorisation générale de la valeur du point d'indice). La CGT fait également des propositions sur la reconnaissance des qualifications, reconnaissance niée par le ministère, en témoigne l'absence de plan de qualification ministériel cette année.

Nous ne pourrions imposer d'évolutions positives qu'en nous mobilisant. Le 22 mars, nous étions massivement en grève. Nous devons faire monter la pression.

Des dates de manifestations sont déjà annoncées au niveau interprofessionnel le 19/04 et Fonction publique le 22/05, des mobilisations se construisent aux finances, faisons tous en sorte qu'elles s'amplifient encore, rassemblons-nous et décidons ensemble des modalités de lutte collective pour gagner.